

# LES NOTES DU CREOQN

Centre de Recherche de l'École des Officiers de la Gendarmerie Nationale

Numéro 81 – Janvier 2023

Commandant Benoît HABERBUSCH (Dr)



Priorité stratégique de la prospective



Environnement et biosécurité

## SENTINELLES DE LA NATURE ? APPROCHE HISTORIQUE DES « GENDARMES VERTS »

Le 20 août 2022, le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, a annoncé le lancement d'une « gendarmerie verte » pour lutter contre les incendies provoqués par les pyromanes. Son objectif, ambitieux, vise à former 3 000 gendarmes aux atteintes à l'écologie, afin que chaque brigade puisse en disposer, en soulignant que « *ce sera une révolution* »<sup>1</sup>.

En réalité, la gendarmerie nationale s'est investie très tôt dans le domaine environnemental, avec une politique de formation spécialisée de son personnel, dès 1993, à travers les Formateurs Relais Écologie Environnement (FREE), puis l'Office central de lutte contre les atteintes à l'environnement et à la santé publique (OCLAESP), créé en 2004. Mais, si la protection de l'environnement a déjà ses historiens, les recherches dans ce domaine restent encore limitées pour la gendarmerie nationale. Ses archives offrent pourtant un potentiel insoupçonné pour un chantier prometteur<sup>2</sup>.

### I) Lutte contre le braconnage et les incendies criminels de forêts, défense de la salubrité publique, une vocation ancienne pour le soldat de la loi ?

« La protection de l'environnement est une mission que les gendarmes de l'an VI assuraient déjà quand ils interpellaient les auteurs de "dégâts dans les bois" », assure, en 1997, Bernard Prévost, directeur général de la gendarmerie nationale<sup>3</sup>. Il est vrai qu'avec son maillage de brigades, tissé à travers le territoire national à partir de 1720, la maréchaussée, puis la gendarmerie nationale, intervient très tôt dans ce domaine. Il serait néanmoins anachronique de calquer les préoccupations actuelles sur les mentalités de l'époque.

La lutte contre le braconnage, mission ancienne, ne vise ainsi pas tant la préservation de la faune que la défense du droit de propriété. La loi sur la chasse du 3 mai 1844 est d'ailleurs perçue comme « *un bienfait pour la propriété et l'agriculture, qui [regarde] avec raison les braconniers comme l'un de leurs redoutables fléaux* »<sup>4</sup>. L'examen des cahiers d'instruction des gendarmes confirme la bonne place occupée par les délits de chasse et de pêche dans les activités de brigade tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>5</sup>. Les incendies criminels de forêts sont aussi envisagés sous l'angle de l'atteinte à la propriété, voire à la sûreté de l'État en période insurrectionnelle.

Quant à la loi Grammont, du 2 juillet 1850, contre les mauvais traitements sur les animaux domestiques, figurant dans le *Mémorial de la gendarmerie*, son application reste inégale dans le temps et l'espace. Les contraventions sont surtout représentées dans la France du Nord et des grandes villes<sup>6</sup>. Dans les campagnes, les animaux sont avant tout perçus par les

1 H.L. avec AFP. "Gendarmerie verte" : trois questions sur le projet porté par Darmanin [en ligne]. *L'Express*, 22 août 2022. Disponible sur : [https://www.lexpress.fr/environnement/gendarmerie-verte-trois-questions-sur-le-projet-porte-par-darmanin\\_2178884.html](https://www.lexpress.fr/environnement/gendarmerie-verte-trois-questions-sur-le-projet-porte-par-darmanin_2178884.html)

2 LOCHER, Fabien, QUENET, Grégory. L'histoire environnementale : origines, enjeux et perspectives d'un nouveau chantier. *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, vol. 56-4, n° 4, 2009, p. 7-38.

3 Mission "verte". *Gend'Info*, n° 195, septembre 1997.

4 Loi du 3 mai 1844 sur la police de la chasse, *Mémorial de la Gendarmerie*, 1838-1846, p. 322-326.

5 Le musée de la gendarmerie à Melun conserve plusieurs de ces cahiers d'écriture, comme celui daté de 1875 du gendarme Marius Suchet de la brigade à cheval de Treffort (Ain).

6 PIERRE, Éric. Réformer les relations entre les hommes et les animaux : fonction et usages de la loi Grammont en France (1850-1914). *Déviance et Société*, vol. 31, n° 1, 2007, p. 65-76.

gendarmes comme des perturbateurs potentiels de la tranquillité publique par leur divagation ou par de probables dangers en termes d'épizooties. Les chiens errants font également l'objet d'une attention particulière en raison des risques de rage. En ville, policiers et gendarmes, également confrontés à une variété d'animaux<sup>7</sup>, se montrent avant tout attentifs au respect de la réglementation en termes de nuisances sonores, olfactives ou sanitaires. Parmi ces textes figure le décret du 15 octobre 1810 relatif « *aux Manufactures et Ateliers qui répandent une odeur insalubre ou incommode* ».

Autre préoccupation méconnue, bien avant la Covid-19, le respect des règles sanitaires pour éviter la propagation des épidémies. En Haute-Saône, les gendarmes renseignent, sous le Second Empire, les autorités sur l'évolution du choléra avec des rapports et des bulletins sanitaires<sup>8</sup>. « *Je vois tous les jours le commissaire et la gendarmerie avant les tournées du matin* », déclare en 1854 le préfet de l'Ariège<sup>9</sup>. En cas de foyers importants, les gendarmes n'hésitent pas à payer de leur personne pour transporter les cadavres et désinfecter les maisons, à l'image, en 1884, des gendarmes de la brigade d'Aspet (Haute-Garonne).

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, le décret du 20 mai 1903 confirme l'implication de l'Arme en matière de police des forêts, de surveillance des cours d'eau et de répression des dépôts illicites. En 1913, la première conférence internationale sur la protection de la nature, à Berne, témoigne d'un timide éveil des consciences. Dans la gendarmerie, les positions sur le sujet restent l'exception pendant longtemps. Il faut attendre 1958 pour que le capitaine Cherpantier juge indispensable « *que tout militaire de l'Arme comprenne l'intérêt qui s'attache à la sauvegarde des oiseaux, protecteurs de l'agriculture* »<sup>10</sup>.

À la fin des années 1960, la question environnementale devient plus prégnante en investissant le champ de la contestation sociale, dans ce que l'on n'appelle pas encore les Zones à défendre (ZAD). Au Larzac, la gendarmerie mobile est confrontée pendant près d'une décennie à un maintien de l'ordre rural face à des habitants locaux et des militants écologistes opposés à l'extension d'un camp militaire. Les moyens de la gendarmerie sont aussi mobilisés lors de crises écologiques, telles que la marée noire en Bretagne, pour faciliter l'arrivée des secours et mener les enquêtes<sup>11</sup>.

## II) Des années 1970 au début des années 1990, l'émergence d'une conscience environnementale au sein de la gendarmerie nationale ?

« *L'emprise de l'homme sur la nature est devenue telle qu'elle comporte le risque de destruction de la nature elle-même* », prévient le 28 février 1970 à Chicago le président de la République, Georges Pompidou. Cette mise en garde s'accompagne des premières mesures fortes en faveur de l'environnement avec la création d'un ministère dédié en janvier 1971, puis l'adoption de la loi du 15 juillet 1975 sur les déchets et de celle du 19 juillet 1976 sur les installations classées. Même la *Revue de la Défense nationale* s'empare du sujet : « *Qu'entend-on par environnement ? L'extension nouvelle donnée à ce vocable ancien recouvre en fait deux catégories de préoccupations : celle de dénoncer les nuisances actuelles et celle de regrouper en un ensemble cohérent les propositions d'action pour que la biosphère redevienne favorable à la vie* »<sup>12</sup>.

À cette époque, la gendarmerie prend déjà des mesures concrètes à son niveau<sup>13</sup>. La direction incite ainsi le personnel des brigades à déceler, au cours des visites de communes, tous les déversements susceptibles de polluer les cours d'eau. En 1972, année de la conférence de Stockholm, il est rappelé que « *cette lutte doit être une préoccupation permanente des militaires de la gendarmerie et particulièrement des exécutants dont les initiatives sur le terrain auront une valeur déterminante* »<sup>14</sup>.

L'année suivante, la gendarmerie participe au projet Prométhée, mené par le préfet de Provence-Alpes-Côte-d'Azur, qui vise à recenser sur ordinateur les incendies de forêt pour mieux les combattre<sup>15</sup>.

Dans les parcs nationaux, en pleine expansion, les gendarmes doivent veiller au respect de la réglementation environnementale. Au parc national des Écrins, le capitaine Benson explique la nécessité pour ses hommes de se familiariser avec les nombreuses infractions dans cet espace protégé<sup>16</sup>. Dans l'Ariège, le capitaine Salavy mène de véritables opérations de « *défense opérationnelle de la nature* » pour protéger l'isard. Elles s'exercent sous deux formes : l'une préventive, l'autre répressive, notamment lors de la saison de la chasse. L'officier n'hésite pas à mobiliser une

7 LÓPEZ, Laurent. Quand les "vaches" des villes de la Belle Époque n'étaient pas encore des "poulets". Animaux et forces de l'ordre à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. *Histoire urbaine*, vol. 44, n° 3, 2015, p. 61-79.

8 Bulletins sanitaires de la gendarmerie impériale (1854) et rapports de gendarmerie (1855), archives départementales de Haute-Saône, 5 M.

9 BOUSIGUE, Jean-Yves. L'épidémie, objet de l'histoire : le choléra dans le canton des Cabannes (1854). *Annales du Midi : revue archéologique, historique et philologique de la France méridionale*, n° 172, 1985, p. 411-426.

10 CHERPANTIER (capitaine). Aspect juridique de la protection des oiseaux. *Revue d'études et d'informations (REI)*, n° 38, 4<sup>e</sup> trim 1958, p. 35-36.

11 Le naufrage du pétrolier Torrey Canyon en mars 1967 est le premier d'une série de marées noires avec l'Amoco Cadiz en mars 1978 et l'Erika en décembre 1999.

12 DISSARD, Françoise. La politique française de l'environnement. *Revue Défense Nationale*, novembre 1971, p. 1600-1607.

13 Compte rendu n° 6738 DN/GEND.EMP/SERV du 11 février 1971 au ministre de la Défense nationale sur l'action de la gendarmerie dans la prévention des atteintes à l'environnement.

14 Bordereau d'envoi n° 13750 DN/GEND/EMP/SERV du 24 mars 1972 du bureau emploi.

15 ZIÉ-MÉ, Daniel (capitaine). Gendarmerie et incendies de forêts. *Revue forestière française*, 1974, p. 112-116.

16 BENSON (capitaine). Le parc national des Écrins. *REI*, n° 104, 2<sup>e</sup> trim 1975, p. 65-71.

trentaine de gradés et gendarmes, spécialistes de la montagne, sous forme de patrouilles de surveillance, effectuées tout au long de l'année à pieds ou même avec l'hélicoptère<sup>17</sup>.

En 1976, le premier mémento de l'environnement voit le jour. Regroupant une multitude de textes parfois complexes, ce document, véritable « *mémorial vert de la gendarmerie* » sans cesse réactualisé, devient une référence pour de nombreuses administrations<sup>18</sup>.

La ratification par la France, en 1978, de la Convention de Washington, traité international régissant le commerce des animaux protégés, et la création du Conseil national du bruit, en 1982, influent sur les missions des gendarmes. À cette date, 50 équipes « antinuissances » existent déjà dans les pelotons motorisés de gendarmerie<sup>19</sup>.

Cependant, l'implication de la gendarmerie nationale dans la protection de l'environnement souffre de deux écueils. D'une part, ce n'est que l'une des nombreuses missions que l'Arme doit assurer. D'autre part, la diversité des acteurs et la complexité de la réglementation conduisent au morcellement des actions, comme le déplore en 1990 le rapport de la commission parlementaire « Sécurité publique et environnement »<sup>20</sup>.

### III) Vers un « éco-gendarme » spécialisé ? Le temps des FREE (1993-2004)

En 1992, année du sommet de Rio, la gendarmerie, déjà reconnue comme « un pilier de la police de la nature » en constatant près de 40 % des infractions contre l'environnement, entame sa phase de spécialisation<sup>21</sup>. Le ministre de la Défense vient l'expliquer en personne à l'École des officiers de la gendarmerie nationale. À l'échelon direction, une section environnement, rattachée au bureau de la police judiciaire, est chargée de fixer la doctrine d'emploi des personnels et des moyens ainsi que de concevoir la formation<sup>22</sup>. À la même date, l'Institut de recherche criminelle de la gendarmerie nationale (IRCGN) se dote d'un département Environnement-incendies-explosifs (ECX) couvrant les domaines de l'identification des polluants, des produits incendiaires et des produits chimiques. Même le Service technique de recherches judiciaires et de documentation (STRJD), également implanté à Rosny-sous-Bois, crée son groupe Stupéfiants/environnement santé publique (SESP).

C'est aussi l'époque des « motos vertes » (à l'empreinte carbone discutable) et des postes saisonniers à cheval de la gendarmerie départementale, le long du littoral ou dans les parcs nationaux. Ce mode d'action, « *outré qu'il offre une mobilité accrue dans le respect de l'environnement, permet d'améliorer les contacts avec la population* »<sup>23</sup>.

Mais la mesure emblématique de la décennie reste la naissance des FREE<sup>24</sup>. Du 14 au 25 juin 1993, un premier stage est organisé à Fontainebleau au Centre national de formation de police judiciaire (CNFPJ). Ces 25 gradés, issus des neufs circonscriptions de gendarmerie départementale et de quatre groupements de gendarmerie maritime, suivent un stage très médiatisé et marqué par la visite de hautes autorités, tel le directeur Jean-Pierre Dintilhac.

Ce contingent précurseur a pour vocation de sensibiliser l'ensemble des unités de gendarmerie à la nécessité de préserver l'environnement tout en leur inculquant quelques notions de droit dans ce domaine spécifique. Les FREE nouent des contacts avec les services déconcentrés des ministères de l'Environnement et de l'Industrie ainsi qu'avec les services spécialisés. Le nombre de stagiaires FREE monte à 49 en 1994 et à 75 en 1995, avant de redescendre à 62 en 1996.

La Direction générale de la gendarmerie nationale entame un programme de mise en place de matériels de prélèvement au profit des compagnies de gendarmerie départementale et de gendarmerie maritime ainsi que dans les écoles de formation des élèves gendarmes<sup>25</sup>. En 1997, une campagne d'affichage, intitulée « Les gendarmes sont des gens d'arbre », associe le symbole de l'arbre à l'image protectrice et vigilante du gendarme. À cette date, la gendarmerie nationale constate plus des deux tiers des délits et contraventions concernant l'environnement. En janvier 2000, la gendarmerie organise le séminaire Athéna 2000, consacré à la lutte contre le trafic de matières dangereuses.

En 2003, les FREE deviennent les « Formateurs Relais Enquêteurs Environnement » afin de mieux mettre en avant leur engagement en matière de police judiciaire. Le bilan des 10 ans d'existence de ces « éco-gendarmes » témoigne du chemin parcouru pour ce personnel mieux formé mais également des marges d'amélioration. Certains FREE sont déjà accaparés par d'autres missions sans rapport avec l'environnement, tandis que d'autres abandonnent complètement ce domaine de compétence. Ceci intervient à un moment où certains scandales sanitaires médiatisés nécessitent sur un temps long du personnel hautement qualifié. La Section de recherche (SR) de Paris est ainsi chargée des affaires du sang contaminé, de la vache folle et de l'amiante.

17 SALAVY (capitaine). Le recensement des isards dans les Pyrénées-Orientales. *REI*, n° 110, 4<sup>e</sup> trim 1976, p. 53-60.

18 Le mémento *Nature et Environnement* lui succède en 1989. Il est remanié en 1995 et 2004, puis numérisé.

19 FOURNAISE (commandant). Le gendarme et la lutte contre le bruit ? *Aménagement et Nature*, n° 67.

20 Une cinquantaine d'agents d'organismes différents sont habilités à constater les infractions au droit de l'environnement. MARTIN, Fabien. Les agents habilités à constater les infractions au droit de l'environnement. *ATEN*, décembre 1995.

21 Rapport de monsieur Pierre Blondel à la ministre de l'Environnement sur la police de la nature, juillet 1992.

22 PAQUIER, Alexandre. *L'action de la Gendarmerie Nationale face aux atteintes à l'environnement : quelles orientations pour l'avenir ?*, Master II droit et stratégie de la sécurité, sous la direction de Florian Ecale, Université Panthéon-Assas-Paris II, 2007, 123 p.

23 Circulaire n° 18000 DEF/GEND/OE/EMP/PACR du 17 juin 1996 relative aux patrouilles équestres de la gendarmerie départementale.

24 Note-express n° 19610 DEF/GEND/OE/PJ du 27 juillet 1993 relative au rôle et à l'emploi des FREE.

25 Note-express n° 4000 DEF/GEND/OE/EMP/PJ du 9 février 1996 relative à l'emploi des mallettes de prélèvement d'échantillons en eaux douces.

## IV) Vers un « commandement vert » de la gendarmerie ? Le rôle fédérateur de l'OCLAESP depuis 2004

Au début des années 2000, l'adoption du Code et de la Charte de l'environnement oblige la gendarmerie à se doter d'un organisme spécialisé à haut niveau d'expertise pour maîtriser une réglementation complexe en constante évolution. Avec la loi dite Kouchner du 4 mars 2002, la Justice franchit le pas en installant des juridictions spécialisées, les pôles santé, aux tribunaux de grande instance de Paris et de Marseille. Les gendarmes créent à leur tour un office qui offre le double avantage de pouvoir mener des enquêtes et d'accueillir du personnel d'autres ministères (Environnement, Intérieur, Sport, Santé). L'Office central de lutte contre les atteintes à l'environnement et à la santé publique (OCLAESP), mis en place en 2004<sup>26</sup>, s'étoffe au fil des années, avec 24 personnels en 2007, 42 en 2010, et 75 en 2020.

Basé à Arcueil, cet organisme acquiert vite une stature nationale en animant et en coordonnant, au plan opérationnel, les investigations de police judiciaire dans le domaine de l'environnement. Il s'appuie sur les FREE pour mieux toucher les unités de terrains. Cette chaîne opérationnelle se structure par la suite avec la création d'antennes régionales en 2020, à Marseille, Bordeaux, Metz et en Guyane, suivies de trois autres au cours de l'été 2021, à La Réunion, Rennes et Lyon, et enfin de trois autres cette année, à Papeete, Valenciennes et Sathonay-Camp. Par ailleurs, l'Office peut compter sur l'appui de l'IRCGN et des gendarmeries spécialisées.

Travaillant en partenariat avec les autres administrations ou services déconcentrés, l'OCLAESP signe des conventions avec le think tank « G5 Santé » en janvier 2020 pour améliorer la lutte contre le crime pharmaceutique et avec CCI France en janvier 2021 pour contribuer à la formation des enquêteurs de l'environnement. Le volet formation joue d'ailleurs un rôle fondamental au sein de l'office pour améliorer l'expertise des enquêteurs<sup>27</sup>. Une nouvelle convention, signée le 17 mars 2022, avec l'Office français de la biodiversité (OFB) vise à renforcer la lutte contre les trafics illégaux d'espèces protégées.

En matière de missions, ses domaines d'expertises couvrent un large spectre : les trafics de déchets et d'espèces protégées, la pollution, le dopage dans le sport d'élite, la fraude agroalimentaire, le trafic de produits phytosanitaires ou encore la sécurité nucléaire. Son nom est régulièrement cité dans les médias pour ses enquêtes lors d'affaires retentissantes : l'amiante en 2006, les prothèses mammaires défectueuses de la société Poly Implant Prothèse en 2010, l'affaire de la viande de cheval à Castelnau-d'Aud en 2013, le lait infantile Lactalis contaminé par des salmonelles en 2017, le Mediator et l'incendie de l'usine Lubrizol en 2019 ou encore les pizzas Buitoni contaminées en 2022.

Tourné très tôt vers l'international, l'OCLAESP intervient dès 2005 aux ports du Havre et de Dunkerque pour contrôler avec des gendarmes maritimes et des policiers des containers transportant des déchets. Reconnu à l'étranger au niveau d'Interpol et d'Europol, il s'intéresse aussi à de lucratifs trafics tels que la viande de brousse africaine qui transite par les aéroports parisiens<sup>28</sup> ou les civelles envoyées en Asie. À partir de 2017, l'Office mène, avec l'appui de la Finlande et d'Europol, la lutte contre les trafics de médicaments. En 2019, il lance avec les autorités polonaises, ukrainiennes, Eurojust et Europol, une vaste opération judiciaire pour démanteler un important trafic de Subutex de la France vers l'Ukraine, via la Pologne. Les gendarmes français pilotent, au sein d'Europol, le programme Ambitus, destiné à lutter contre pollueurs et trafiquants<sup>29</sup>.

Dans les années à venir, l'OCLAESP doit être en mesure d'anticiper les problématiques environnementales et sanitaires pour répondre aux défis de sécurité et de santé publique. Il doit particulièrement surveiller les activités des groupes criminels qui ont vite investi dans ces activités illégales lucratives et moins sanctionnées que les trafics de stupéfiants ou d'armes.

Ainsi, les « gendarmes verts » ont déjà leur histoire, avec des racines anciennes, une affirmation à partir des années 1970 et des étapes marquées par la spécialisation des FREE en 1993, puis la création de l'OCLAESP en 2004. Dans les années à venir, la protection de l'environnement deviendra un enjeu crucial pour l'institution, chargée de la sécurité de 95 % du territoire national. Il convient de mettre en perspective l'expérience française avec d'autres gendarmeries du monde, telles que l'Arme des carabinieri italien ou la Guardia Civil espagnole qui dispose depuis 1988 du *Servicio de Protección de la Naturaleza* (SEPRONA).

**Le Commandant Benoît Habermusch est chef du département Stratégie Recherche du CREOGN, docteur en histoire.**

Le contenu de cette publication doit être considéré comme propre à son auteur et ne saurait engager la responsabilité du CREOGN.

<sup>26</sup> Décret n° 2004-612 du 24 juin 2004 relatif à l'OCLAESP.

<sup>27</sup> Note express n°9724/GEND/DPMGN/SDC/BFORM relative à la formation des EAESP.

<sup>28</sup> KRAGL, Ingrid. *Manger du faux pour de vrai. Les scandales de la fraude alimentaire*. Paris Robert Laffont, 2021, 400 p.

<sup>29</sup> JOAHNY, Stéphane. Trafics de déchets, de bois et d'animaux... Les gendarmes s'attaquent à la criminalité environnementale [en ligne]. *Le Journal du dimanche*, 5 avril 2021. Disponible sur : <https://www.lejdd.fr/Societe/trafics-de-dechets-de-bois-et-danimaux-les-gendarmes-sattaquent-a-la-criminalite-environnementale-4036220>